

RAPPORT DE MISSION
CONSEIL SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DE L'ISRA
17-20 Novembre 1998
Patrick DUGUE (TERA) ; Jacques WEBER (DS/MES)

Le Conseil Scientifique et Technique de l'ISRA se réunissait pour la première fois depuis deux ans. Y étaient présents : Moussa FALL, Président (ENSA Thiés), Papa Ibra SAMB (UCAD, Dakar), Babacar NDOYE (ITA), John. SANDERS (Université de Purdue), Abdoul Aziz SY (IITA, Cotonou), John T. RUSSEL (consultant, ex ICRISAT), Patrick DUGUE et Jacques WEBER

Le CST a eu à discuter l'évolution du Plan Stratégique de l'ISRA, le projet de restructuration de l'Institut, le projet de Fond National de la Recherche Agricole et Agro-alimentaire , le PSAOP (Projet d'appui aux services agricoles et aux organisations de producteurs) (encadré 1). Il a également examiné les projets de recherche que tous les Centres régionaux de recherche et Laboratoires centraux de Dakar de l'ISRA entendent soumettre au concours du Fond.

Les traits saillants de la situation de l'ISRA semblent les suivants :

ce que le CST a discuté avait été initié par Jacques Faye : il n'y a pas de nouveauté. Mais la mise en œuvre est bien différente de ce qu'elle aurait été. La restructuration par centres régionaux agro-écologiques, telle que conçue, risque de conduire à des potentats locaux dont on est loin d'être sûr qu'ils dynamisent la recherche. On est enclin à penser, par contre, que cela mène à la disparition de toute velléité de recherche comparative entre régions. Le dispositif régional de l'ISRA a été recentré autour de quatre centres principaux : Bambey pour la zone semi-aride, Saint Louis pour la région du Fleuve, Kolda pour la zone semi-humide, Dakar/Cambéréne pour la zone des Niayes. Les laboratoires basés à Dakar ont une vocation nationale (CNRF, Labo d'élevage, LNRPV) et doivent entre autres, gérer des moyens de recherche spécifiques non disponibles dans les centres régionaux (laboratoires d'analyse, de culture in vitro,...) Une des difficultés pour la direction de l'ISRA est évidemment de délimiter les champs d'intervention de ces différentes structures et de favoriser les collaborations inter-régionales ou interdisciplinaires.

L'ISRA est en bien mauvais état financier, matériel, moral et scientifique, et il ne serait pas étonnant qu'il fasse l'objet de décisions importantes de la part du Ministre d'Etat chargé de l'Agriculture, très prochainement.

Cela étant, l'ISRA en tant qu'organisme reflète mal la santé scientifique des équipes, qui émergent, dès qu'elles sont bonnes, à des projets internationaux, avec de multiples bailleurs de fonds.

L'ISRA a 120 chercheurs, et tend à couvrir tous les domaines couverts par le CIRAD, dans le cas du Sénégal, sauf l'océanographie. Il conviendrait que l'on aide cet institut à se recentrer sur des domaines moins nombreux, et à développer et multiplier les partenariats pour répondre aux questions pour lesquels il ne serait pas compétent. Cela étant, l'atmosphère de travail a été chaleureuse, et l'hospitalité aussi amicale que d'habitude au Sénégal.

Le Bureau du CST de l'ISRA a été renouvelé : Moussa FALL en reste le président assisté du Pr SAMB (vice-président) et J. WEBER a été " désigné volontaire " comme rapporteur.

On trouvera ci-joint d'une part une présentation succincte du PSAOP et Fond National de la Recherche tels que perçus par l'ISRA et d'autre part, le compte-rendu du CST de l'ISRA, dont le Ministre d'Etat souhaite qu'il se réunisse désormais chaque année.

J.Weber

P.Dugué.

Encadré 1 : PSAOP et Fonds National de la Recherche Agricole et Agro-alimentaire (FNRAA)

Cette présentation succincte du PSAOP du FNRAA reflète plutôt la vision que l'ISRA a de ces nouveaux mécanismes d'appui au développement et à la recherche agricole.

Le PSAOP (Projet d'appui aux services agricoles et aux organisations de producteurs), financé par la Banque Mondiale, devrait être opérationnel en 1999. Il regroupe différentes composantes qui gérées en cohérence, doivent permettre une relance de l'agriculture sénégalaise, accroître la production vivrière, accroître les exportations de certaines productions et enfin permettre une meilleure gestion des ressources renouvelables. On peut citer entre autres :

- le Fond National de Recherche Agricole et Agro-alimentaire qui a pour objectif de financer les projets de recherche considérés comme prioritaires par les utilisateurs;
- un programme d'appui au développement mis en oeuvre par une agence de développement qui devrait être opérationnelle en 1999 : L'ANCAR. L'ANCAR devrait être cogérée par l'Etat et les organisations de producteurs regroupées dans le CNCR (Conseil National de Concertation et de Coopération des ruraux). le personnel de l'ANCAR sera contractuel. L'unité d'intervention de base est la communauté rurale où résidera un conseiller agricole. Outre les OP, les collectivités rurales seront associées à ses interventions:

La Banque Mondiale financera les activités de recherche agricole par le biais du FNRAA. Un financement complémentaire pour renforcer les capacités d'intervention de l'ISRA est aussi envisagé. De ce fait l'ensemble des équipes de l'ISRA ont été invitées courant octobre 1998 par la Direction de l'Institut, à proposer des projets de recherche. Le cadre de présentation de ces projets n'est pas encore défini dans la mesure où le PSAOP et le FNRAA ne sont pas encore opérationnels. les chercheurs se sont appuyés sur le plan stratégique de l'ISRA pour rédiger ces projets. Il faut rappeler que ce plan stratégique est issu d'une large concertation avec les utilisateurs de la recherche réalisés dans les différentes régions.

Les mécanismes d'utilisation des fonds du FNRAA ne sont pas totalement arrêtés. Des négociations entre les ministères concernés, les institutions de recherche, les organisations de producteurs, le secteur privé, les ONG,..... il en est ressorti une première ébauche des règles de fonctionnement :

- la Banque mondiale s'engage à participer au financement du Fond mais invite d'une part l'Etat et d'autre part les autres bailleurs de fonds à y participer ;
- le Fond sera géré par un comité de gestion où les représentants de la société civile seront majoritaires (4 sièges pour les OP, 4 pour le secteur privé, 1 pour les ONG, 1 pour l'association des scientifiques sénégalais = 10 au total) contre 5 représentants des ministères (agriculture, recherche, finances,...);
- un comité scientifique regroupant 15 personnes donnera un avis sur les projets proposés mais ne participera pas au choix définitif des projets financés;
- 85% du Fond sera mobilisé pour des projets proposés par l'ISRA et l'ITA (et Universités ?) par simple sélection si ces projets sont conformes aux plans stratégiques de ces deux Institutions;
- 15% du Fond est réservé pour des appels d'offre sur des sujets particuliers définis par le comité de gestion;
- il ne nous a pas été précisé les institutions qui seraient éligibles à ce fond et plus particulièrement pour les appels d'offre (bureau d'étude, ONG,...).

RAPPORT DU CST DE L'ISRA, 17-20 NOVEMBRE 1998

Introduction

Le Comité Scientifique et Technique (CST) de l'ISRA s'est déroulé du 17 au 20 Novembre 1998. La séance d'ouverture a été présidée par le Président du Conseil d'Administration de l'ISRA.

Après avoir pris la parole, le Directeur Général de l'ISRA a souhaité la bienvenue aux membres du CST et a rappelé les difficultés que traverse l'Institut. Il a livré des informations relatives au Programme des Services Agricoles et Organisations des Producteurs (PSAOP), au Fonds National de la Recherche Agricole et Agroalimentaire (FNRAA), aux projets de recherche soumis au CST pour examen.

Le Président du CST a quant à lui, remercié, au nom des membres du CST, les autorités de l'ISRA et l'ensemble du personnel. Il a par ailleurs, insisté sur la disponibilité du CST à aider l'ISRA à se réajuster pour mieux s'adapter à son environnement.

Le Président du Conseil d'Administration de l'ISRA, après avoir remercié les membres du CST, les partenaires techniques et financiers de l'Institut, a mis en exergue les énormes problèmes notamment d'ordre financier auxquels l'ISRA fait face. Il a indiqué que le Conseil d'Administration reste préoccupé par cette situation et initie des actions en direction des autorités et de l'ISRA afin d'assurer à l'Institut un financement durable. Par ailleurs, le Président a fait remarquer que l'agriculture sénégalaise est en pleine mutation surtout avec le démarrage prochain du PSAOP et la construction du Système National de Recherche Agricole et Agroalimentaire (SNRAAA).

Le Président du CST rappelle le programme de la réunion et définit la répartition des tâches aux différents membres du CST dans le cadre des commissions mises en place.

Après l'ouverture, l'ordre du jour suivant a été adopté :

Informations générales

Travaux en Commissions

Forêt

Productions Végétales (St-Louis, CDH, Bambey, LNRPV, Dahra,
Kaolack, Kolda, Tambacounda, Djibélôr)

BAME

CRODT

LNERV

UNIVAL

Restitution des travaux des commissions en plénière

Séance à huis-clos

I. Informations générales

Le Directeur Général de l'ISRA a donné des informations sur :

le Projet d'Entreprise

le Plan Stratégique

les décrets d'application (décret organique, Règlement d'Etablissement), de la loi sur les Etablissements Publics à caractère Scientifique et Technologique (EPST)

les manuels de procédure de gestion scientifique, gestion des stations, gestion comptable

les procédures d'évaluation du personnel

le système informatisé de gestion

Répondant aux différentes questions posées, le Directeur Général a donné des informations complémentaires sur le PSAOP, la gestion des ressources humaines, le FNRAA et le financement des charges de structure de l'ISRA.

Le Directeur Scientifique a complété ces informations en précisant aux membres du CST que les projets qui leur sont soumis sont des drafts qui seront finalisés à la lumière des critiques et suggestions émises. Il a par ailleurs donné des précisions quant aux projets devant faire l'objet d'une sélection et ceux devant faire l'objet d'une compétition.

II. Travaux en Commissions

Le travail en commissions a eu lieu le 18.11.1998. Le nombre élevé de membres absents du CST a posé un problème résolu de la façon suivante : les membres présents ont décidé d'examiner l'ensemble des projets, ceux-ci devant en outre être envoyés pour avis aux experts dans certains cas, dont l'élevage et le CRODT.

Les projets ont été discutés avec les chercheurs présents, dans une optique d'amélioration des chances de financement par le fonds.

On trouvera les rapports des commissions annexés au présent rapport général, qui se limitera à souligner les aspects communs à tous les rapports, ainsi que les traits spécifiques à chaque domaine; d'autre part l'Economie, et enfin, l'IST.

1. CRODT, CNRF, Productions Végétales, LNERV

1.1. Remarques générales

1.1.1. Le CST constate qu'un important travail a été accompli par les équipes dans un laps de temps très court. La plupart des projets sont présentés de manière correcte, avec une bibliographie abondante. La justification des objectifs est bien développée, bien que la définition précise des tâches, des responsabilités et des délais fasse souvent défaut.

1.1.2. D'un centre de recherche à l'autre, les projets ont regroupé un nombre variable d'actions de recherche et de chercheurs, jusqu'à 20 chercheurs et techniciens dans le cas du CRODT contre 1,5 à 2 dans le cas des productions végétales.

1.1.3. Les chercheurs se sont basés sur le Plan Stratégique pour construire leurs projets, ce qui est bien, mais en restant par trop prisonniers de ce plan, qui doit être apprécié à la lumière des rapides changements survenus depuis son adoption.

1.1.4. Les partenariats sont listés, plus qu'explicités : leur rôle effectif et le niveau de leur engagement est insuffisamment précisé.

1.1.5. De nombreux projets ont été rédigés en vue de leur financement par le Fonds, et en mélangeant des demandes d'investissement (à durée de vie longue) et des crédits de recherche (à court et moyen terme).

1.1.6. La quasi-totalité des projets de recherche sollicitent la participation d'économistes, spécialité dans laquelle la pénurie de l'ISRA est criante. Le CST invite la Direction Générale à définir une stratégie en la matière, qui ne peut pas passer uniquement par des recrutements, mais doit inclure des partenariats.

1.2. Par Centre de recherche

1.2.1. Productions Végétales

Le nombre de projets est jugé trop important, chaque projet concernant en moyenne 2 chercheurs. Un regroupement s'impose donc, ainsi qu'une meilleure lisibilité des partenariats avec les structures de développement et les utilisateurs, notamment les Organisations Paysannes. Le caractère interdisciplinaire des projets est à renforcer, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources renouvelables (eau, sol, couvert végétal).

1.2.2. CNRF

Le CST félicite le centre pour son dynamisme à mobiliser des ressources dans un contexte difficile eu égard au nombre important de conventions particulières qui y sont en cours et en voie de financement. La commission encourage aussi le centre à poursuivre dans ce sens. Le CST invite le Centre à placer les objectifs de ses projets dans le concert des grands enjeux environnementaux, dont l'effet de serre. Le Centre est également invité à considérer les modalités coutumières d'appropriation des arbres et d'accès aux ressources comme des faits techniques importants pour le succès des innovations proposées.

1.2.3. LNerv

Les projets révisés et mis en forme seront envoyés aux experts du CST, absents. Cela étant, le CST, ayant examiné les projets soumis, relève une insuffisante coordination entre laboratoire national et unités régionales de recherche, le premier n'ayant pas connaissance des projets des seconds. Le CST remarque un manque de coordination et de leadership. Le CST invite à replacer les projets lait et viande dans un contexte régional, proche des producteurs. Il invite également à replacer le projet "élevage et environnement" sous des objectifs qui soient en relation directe avec l'élevage : impact sur le couvert végétal, diffusion de pathologie, déficits de production liés à la dégradation de l'environnement.

1.2.4. CRODT

Le CST félicite les équipes pour l'effort de regroupement, de synthèse et de présentation effectué en un court laps de temps. L'effort de synthèse se fait parfois au prix d'une perte de lisibilité des actions de recherche ainsi regroupées. Les partenariats, listés, sont peu explicites ; les responsabilités et engagements de chacun, ainsi que les délais de réalisation, sont trop peu explicites. En ce qui concerne les projets, le CST souligne l'effort effectué par le CRODT pour être partie prenante de grands programmes internationaux tels que "gestion Intégrée des Zones Côtières" ou les changements globaux. Les projets sont en relation étroite avec les questions de développement, bien que l'implication des producteurs n'apparaisse clairement que dans le cas du projet "Bases Biologiques de l'Aquaculture". Enfin, le CST recommande de séparer clairement les besoins en

investissements (à vie longue) et les projets de recherche à court ou moyen, terme, pour accroître la lisibilité des budgets.

2. BAME ou Economie

2.1. Remarques générales

Tous les centres ont des besoins importants en recherche économique et sociale, non couverts actuellement. L'ISRA ne dispose que de deux docteurs en économie, et trois en formation en vue d'un doctorat à l'étranger. Sur les 10 économistes présents, 7 sont chercheurs et 4 sont au BAME. Le CST considère que l'ISRA ne sera pas en mesure de recruter des chercheurs en sciences sociales à la hauteur des besoins, et qu'il doit donc privilégier le recours à des partenariats avec les universités, les écoles spécialisées et les instituts de recherche étrangers. Le CST attire l'attention de la Direction Générale de l'ISRA sur la nécessité de définir de priorités claires, tant l'offre de recherche en économie est faible face à une demande importante et en expansion. Il recommande notamment de prendre en compte la montée des besoins en économie des ressources et de l'environnement, et de placer les chercheurs économistes, pour qu'ils puissent venir en appui aux différentes directions de recherche ayant des besoins en la matière.

2.2 . BAME

Le BAME est sous dimensionné, ce qui ne signifie pas qu'il doive uniquement comprendre des chercheurs sénégalais. L'apport des économistes aux stratégies et politiques agricoles est essentiel. Les domaines qui interpellent le BAME sont considérés par le CST comme étant les suivants : (i) les économistes devraient contribuer à l'évaluation des coûts pour les projets relatifs à la fertilité des sols et à la mesure des impacts des projets, ex post et ex ante ; (ii) Le CST recommande que le BAME élabore des projets de recherche spécifiques relatifs au marché des intrants au Sénégal et au marché de la transformation des céréales ; (iii) le besoin général en économie et sciences sociales doit être couvert partiellement par des chercheurs sénégalais, partiellement par des partenariats. Le CST recommande que la recherche en économie des ressources soit positionnée au BAME et soit au service de l'ensemble des centres de recherches.

3. UNIVAL

L'unité d'Information et de valorisation a un rôle fondamental à jouer dans la construction et la diffusion de l'information scientifique et technique, en interne à l'ISRA et avec l'extérieur. Cette tâche est essentielle à la pertinence de la recherche et à son évolution qualitative. Le CST attire l'attention sur la nécessité de veiller à ce que l'UNIVAL soit " pilotée par l'aval ", afin que l'évolution des problématiques puisse s'appuyer sur l'évolution correspondante de l'IST. Ainsi, le projet IST du CRODT, devrait permettre de passer d'une analyse stock par stock à une analyse de la dynamique des écosystèmes marins exploités. Le CST souligne la nécessité de systématiser la prise en compte de la dimension communication valorisation dès la conception des projets de recherche. Le CST recommande une redynamisation des publications scientifiques, en relation avec la CORAF et autres organismes de la sous-région.

Ces projets devront faire l'objet de complément sur les aspects ci-après :

La littérature et l'état des connaissances y compris les connaissances acquises antérieurement au sein de l'institut

Un agencement méticuleux des activités prévues et l'explication des actions à mener par les différents partenaires impliqués.

La prise en compte des aspects socioéconomiques accompagnant les solutions techniques

proposées tels que l'accès aux ressources par les populations.

III. Synthèse sur l'Analyse du FNRAA et sur les Aspects organisationnels de la mise en œuvre du Plan Stratégique de l'ISRA

3.1 Fonds National de la Recherche Agricole et Agro-Alimentaire (FNRAA)

Le CST apprécie fortement cette initiative originale dans la mesure où le FNRAA devrait permettre une meilleure adéquation entre l'offre de la recherche et la demande des utilisateurs.

En dépit de la qualité de l'option développée, le CST voudrait faire les recommandations suivantes :

Nécessité de réfléchir en détail sur la mise en place d'un mécanisme durable de financement du FNRAA ;

Par rapport à la représentation du SNRAA, il serait souhaitable d'en étendre la représentation de 1 à 4 tout au moins jusqu'à ce que le SNRAA devienne une entité réelle ;

Nécessité de réfléchir sur la mise en place d'un mécanisme de prise en charge des charges récurrentes inhérentes à l'exécution des activités financées par le FNRAA ;

Veiller à la mise en place :

d'un mécanisme rationnel de mise à disposition des fonds par projet ainsi que d'un mécanisme de restitution de rapports financiers ;

d'un mécanisme de suivi-évaluation des actions développées afin, le cas échéant de pouvoir procéder à des ajustements nécessaires et d'optimiser l'impact attendu de cette action.

3.2 Aspects organisationnels de la mise en œuvre du Plan Stratégique de l'ISRA

3.2.1. Analyse des Forces et Faiblesses de l'ISRA

Le CST apprécie très fortement l'esprit critique qui a prévalu en cette étape liminaire importante. Seul, ce diagnostic des Forces et Faiblesses de l'ISRA permet de capitaliser les points forts et de corriger de façon durable les déficiences du système.

3.2.2. La clef de voûte du système devrait reposer sur l'aptitude de ressources humaines qualifiées et motivées à adhérer activement à une vision développée par rapport à des objectifs bien définis.

3.2.3 En matière de coordination scientifique et technique, d'évaluation et d'avancement du personnel, il est important de mettre en place un mécanisme dynamique visualisant les rôles et fonctions de chaque agent.

L'identification des Coordinateurs Scientifiques de Projets et/ou de Programmes mérite en l'occurrence une attention toute particulière. Le Coordinateur Scientifique et Technique devrait être reconnu par tous ses collaborateurs par son aptitude à écouter, harmoniser, modérer, motiver et consolider l'esprit d'équipe sans lequel l'optimum attendu risquerait d'être compromis. De la qualité de ce niveau d'organisation dépendra la qualité du travail au niveau de la Direction Scientifique.

3.2.4. Du redéploiement : le redéploiement des ressources humaines devra être pensé en fonction de la vocation de l'ISRA. Si la notion de masse critique en constitue un élément important, ce redéploiement devra néanmoins être guidé par des priorités strictes.

3.2.5. De la gestion du projet : le CST suggère que la Direction Scientifique mette en place un système rationnel permettant de responsabiliser directement le Coordinateur du projet en matière de gestion scientifique technique et financière du projet.

Il conviendra de préciser dans quelle mesure le Coordinateur de projet devra relever de son Directeur de Centre et/ou du Directeur Scientifique.

ANNEXE : TRAVAUX EN COMMISSIONS

Le travail en commissions a eu lieu le 18.11.1998. Le nombre élevé de membres absents du CST a posé un problème résolu de la façon suivante : les membres présents ont décidé d'examiner l'ensemble des projets, ceux-ci devant en outre être envoyés pour avis aux experts dans certains cas, dont l'élevage et le CRODT.

Les projets ont été discutés avec les chercheurs présents, dans une optique d'amélioration des chances de financement par le fonds.

On trouvera les rapports des commissions annexés au présent rapport général, qui se limitera à souligner les aspects communs à tous les rapports, ainsi que les traits spécifiques à chaque domaine.

4. CRODT, CNRF, Productions Végétales, Elevage

1.1.: Remarques générales

1.1.1. Le CST constate qu'un important travail a été accompli par les équipes dans un laps de temps très court. La plupart des projets sont présentés de manière correcte, avec une bibliographie abondante. La justification des objectifs est bien développée, bien que la définition précise des tâches, des responsabilités et des délais fasse souvent défaut.

1.1.2. D'une direction de recherche à l'autre, les projets ont regroupé un nombre variable d'actions de recherche et de chercheurs, jusqu'à 20 chercheurs et techniciens dans le cas du CRODT contre 1,5 à 2 dans le cas des productions végétales.

1.1.3. Les chercheurs se sont basés sur le Plan Stratégique pour construire leurs projets, ce qui est bien, mais en restant par trop prisonniers de ce plan, qui doit être apprécié à la lumière des rapides changements survenus depuis son adoption.

1.1.4. Les partenariats sont listés, plus qu'explicités : leur rôles effectif et le niveau de leur engagement est insuffisamment précisé.

1.1.5. De nombreux projets ont été rédigés en vue de leur financement par le Fonds, et en mélangeant des demandes d'investissement (à durée de vie longue) et des crédits de recherche (à court et moyen terme).

1.1.6. La quasi-totalité des projets de recherche sollicitent la participation d'économistes, spécialité dans laquelle la pénurie de l'ISRA est criante. Le CST invite la D.G. à définir une stratégie en la matière, qui ne peut pas passer uniquement par des recrutements, mais doit inclure des partenariats.

1.2. Par Direction de recherche

1.2.1. Productions Végétales

Le nombre de projets est jugé trop important, chaque projet concernant en moyenne 2 chercheurs. Un regroupement s'impose donc, ainsi qu'une meilleure lisibilité des partenariats avec les structures de développement et les utilisateurs, notamment les OPs. Le caractère interdisciplinaire des projets est à renforcer, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources renouvelables (eau, sol, couvert végétal).

1.2.2. CNRF

Le CST félicite le centre pour son dynamisme à mobiliser des ressources dans un contexte difficile eu égard au nombre important de conventions particulières qui y sont en cours et en voie de financement. La commission encourage aussi le centre à poursuivre dans ce sens. Le CST invite le Centre à placer les objectifs de ses projets dans le concert des grands enjeux environnementaux, dont l'effet de serre. Le Centre est également invité à considérer les modalités coutumières d'appropriation des arbres et d'accès aux ressources comme des faits techniques importants pour le succès des innovations proposées.

1.2.3. Elevage

Les projets révisés et mis en forme seront envoyés aux experts du CST, absents. Cela étant, le CST, ayant examiné les projets soumis, relève une insuffisante coordination entre laboratoire national et unités régionales de recherche, le premier n'ayant pas connaissance des projets des seconds. Le CST remarque un manque de coordination et de leadership. Le CST invite à replacer les projets lait et viande dans un contexte régional, proche des producteurs. Il invite également à replacer le projet "élevage et environnement" sous des objectifs qui soient en relation directe avec l'élevage : impact sur le couvert végétal, diffusions de pathologie, déficits de production liés à la dégradation de l'environnement.

1.2.4. Halieutique et Océanographie

Le CST félicite les équipes pour l'effort de regroupement, de synthèse et de présentation effectué en un court laps de temps. L'effort de synthèse se fait parfois au prix d'une perte de lisibilité des actions de recherche ainsi regroupées. Les partenariats, listés, sont peu explicites ; les responsabilités et engagements de chacun, ainsi que les délais de réalisation, sont trop peu explicites. En ce qui concerne les projets, le CST souligne l'effort effectué par le CRODT pour être partie prenante de grands programmes internationaux tels que "gestion Intégrée des Zones Côtières" ou les changements globaux. Les projets sont en relation étroite avec les questions de développement, bien que l'implication des producteurs n'apparaisse clairement que dans le cas du projet "Bases Biologiques de l'Aquaculture". Enfin, le CST recommande de séparer clairement les besoins en investissements (à vie longue) et les projets de recherche à court ou moyen terme, pour accroître la lisibilité des budgets.

5. Economie

5.1. Remarques générales

Tous les centres ont des besoins importants en recherche économique et sociale, non couverts actuellement. L'ISRA ne dispose que d'un seul docteur en économie, et trois en formation en vue d'un doctorat à l'étranger. Sur les 10 économistes présents, 7 sont chercheurs et 4 sont au BAME.

Le CST considère que l'ISRA ne sera pas en mesure de recruter des chercheurs en sciences sociales à la hauteur des besoins, et qu'il doit donc privilégier le recours à des partenariats avec les universités, les écoles spécialisées et les instituts de recherche étrangers. Le CST attire l'attention de la DG de l'ISRA sur la nécessité de définir de claires priorités, tant l'offre de recherche en économie est faible face à une demande importante et en expansion. Il recommande notamment de prendre en compte la montée des besoins en économie des ressources et de l'environnement, et de placer les chercheurs économistes, pour qu'ils puissent venir en appui aux différentes directions de recherche ayant des besoins en la matière.

2.3 . BAME

Le BAME est sous dimensionné, ce qui ne signifie pas qu'il doive uniquement comprendre des chercheurs sénégalais. L'apport des économistes aux stratégies et politiques agricoles est essentiel. Les domaines qui interpellent le BAME sont considérés par le CST comme étant les suivants : (i) les économistes devraient contribuer à l'évaluation des coûts pour les projets relatifs à la fertilité des sols et à la mesure des impacts des projets, ex post et ex ante ; (ii) Le CST recommande que le BAME élabore des projets de recherche spécifiques relatifs au marché des intrants au Sénégal et au marché de la transformation des céréales ; (iii) le besoin général en économie et sciences sociales doit être couvert partiellement par des chercheurs sénégalais, partiellement par des partenariats. Le CST recommande que la recherche en économie des ressources soit positionnée au BAME et soit au service de l'ensemble des directions de recherches.

6. UNIVAL

L'unité d'Information et de valorisation a un rôle fondamental à jouer dans la construction et la diffusion de l'information scientifique et technique, en interne à l'ISRA et avec l'extérieur. Cette tâche est essentielle à la pertinence de la recherche et à son évolution qualitative. Le CST attire l'attention sur la nécessité de veiller à ce que l'UNIVAL soit " pilotée par l'aval ", afin que l'évolution des problématiques puisse s'appuyer sur l'évolution correspondante de l'IST. Ainsi, le projet IST du CRODT, qui devrait permettre de passer d'une analyse stock par stock à une analyse de la dynamique des écosystèmes marins exploités. Le CST souligne la nécessité de systématiser la prise en compte de la dimension communication valorisation dès la conception des projets de recherche. Le CST recommande une redynamisation des publications scientifiques, en lien avec la CORAF et autres organismes de la sous-région. Ces projets devront faire l'objet de complément sur les aspects ci-après :

- La littérature et l'état des connaissances y comprises les connaissances acquises antérieurement au sein de l'institut
- Un agencement méticuleux des activités prévues et l'explication des actions à mener par les différents partenaires impliqués.
- La prise en compte des aspects socioéconomiques accompagnant les solutions techniques proposées tels que l'accès aux ressources par les populations.

RAPPORT DE LA COMMISSION PRODUCTIONS VEGETALES

1. DÉROULEMENT DES TRAVAUX

La commission était composée d'une part de quatre membres du CST (Mrs SY, SANDERS, RUSSEL, DUGUE) et d'autre part, des chercheurs concernés par les Productions végétales et les chefs de Centre (St Louis, Bambey, Tamba/Kolda, Djibelor, LNRPV, CDH). Elle s'est réunie durant toute la journée du 18 novembre de façon à passer en revue une quarantaine de projets. Tous les projets sauf ceux de Djibelor parvenus trop tardivement ont fait l'objet d'une analyse rapide. Les membres du CST s'étant partagé la tâche selon un découpage régional.

Le présent rapport ne reprendra pas en détail les analyses projet par projet mais tentera de faire en premier lieu un constat global sur la façon dont ces projets sont présentés et surtout sur leur pertinence scientifique et en matière d'appui pour le développement agricole. Dans un deuxième temps la commission proposera un certain nombre de recommandations aux différentes équipes et à la direction de l'ISRA pour poursuivre le travail d'élaboration des projets.

2. PERCEPTIONS DES PROJETS PRESENTES : FAISABILITÉ, PERTINENCE, CONTENU ET MÉTHODES.

2.1 Un important travail a été accompli en peu de temps par l'ensemble des équipes. La plupart des projets sont bien présentés avec une bibliographie conséquente. Les justificatifs et le contenu des projets sont bien développés mais généralement la programmation des moyens humains fait défaut (qui fait quoi, qui est responsable,.....).

2.2 Le nombre de projets est trop important (en moyenne 1 projet pour 1,5 à 2 chercheurs). Des chercheurs peuvent apparaître dans deux, trois voire quatre projets. Des chercheurs basés dans un centre peuvent être leader d'un projet dans une autre région. On pressent ici une forte dispersion des efforts et des moyens.

2.3 Le contenu des projets est hétérogène, dans certains cas il s'agit d'une simple opération de recherche (une expérimentation multilocale) dans d'autres situations le projet est plus complexe et regroupe différentes opérations de recherche.

2.4 Le caractère pluridisciplinaire n'apparaît pas toujours et il est plus souvent restreint aux grands domaines examinés : les productions végétales, les productions animales. Il y a en fait peu de projets transversaux autour de l'utilisation des ressources renouvelables par les populations rurales associant agronome, forestier, zootechnicien, écologue et économiste.

2.5 Les partenariats avec les structures de développement et surtout les utilisateurs de la recherche (OP, privés, sociétés développement,...) sont peu présentés ce qui donne l'impression que les concertations nécessaires au montage de ces projets n'ont pas eu lieu. Par ailleurs les méthodes de recherche participatives ne sont pas explicitées : qui fait quoi ? Quels seront les engagements des différentes partenaires, les différentes phases de collaboration ?

2.6 La programmation des projets de recherche a été largement orientée par la mise en place du **PSAOP et du fond de financement** de la recherche. Si une grande partie des projets ont été bâtis dans ce cadre (recherche appliquée) d'autres projets devront être présentés à d'autres bailleurs de fond (les projets inter états, les projets avec les centres internationaux, les recherches fondamentales,.....).

2.7 Pour conclure on constate que la grande majorité des projets proposés sont relatifs à l'amélioration de la production végétale au sens large soit par accroissement du rendement soit par la recherche d'une meilleure adaptabilité du matériel végétal au stress (salinité, sécheresse). Peu de projets concernent la **gestion des ressources renouvelables** (eau, sol, couvert végétal) et dans ce cas, ce sont surtout les aspects physico-chimiques qui sont abordés et non pas la gestion par les producteurs. Enfin très peu de projets abordent les problèmes économiques, de gestion des exploitations agricoles et des filières et **d'organisations des producteurs**. On constate donc un certain déséquilibre lié en grande partie à la prédominance des agronomes et des sélectionneurs dans le dispositif de recherche.

3. LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION

3.1 La commission recommande à la direction de l'ISRA de dégager le temps nécessaire et les moyens pour qu'un approfondissement de cette programmation puisse se faire au mieux :

- au sein de l'ISRA entre les différentes équipes ;
- avec les partenaires de recherche, du développement et les producteurs de façon à les associer à cette programmation.

3.2 Avant cela il faut que la DS porte un avis sur les projets proposés : **les priorités et les regroupements à envisager**. Un projet devrait être constitué de différentes opérations de recherche comprenant au moins :

- une phase de diagnostic (sur une filière, un ensemble d'exploitations agricoles ou un espace géographique),
- des expérimentations techniques et organisationnelles;
- des suivis
- une évaluation d'impact des solutions proposées. Les regroupements de projets actuellement proposés peuvent se faire autour de grandes thématiques (amélioration de la traction animale, valorisation des fumures organiques) ou autour d'une filière (arachide, sésame).

3.3 Par rapport à des disponibilités de financement limitées il est nécessaire que chaque centre régional de l'ISRA et chaque laboratoire central fasse **une hiérarchisation des projets** qu'il propose.

3.4 Pour chaque projet la commission recommande de mieux préciser **la composition des équipes**. Quels sont les chercheurs leaders ? Quels sont les chercheurs associés ? Le temps d'intervention respectif de chaque chercheur. Un tableau synthétique regroupant tous les projets pourra ainsi faire apparaître la charge de travail de chacun. Il faut procéder de même avec les chercheurs des structures partenaires (Université, ENSA,...).

3.5 Afin de mieux rendre compte de la pertinence des projets, il serait souhaitable de présenter **l'impact économique et technique** qu'ils pourraient avoir : accroissement de revenu et de production (il s'agit de présenter des hypothèses). Ceci permettra d'examiner s'il y a adéquation entre en l'offre de produits supplémentaire et la demande et ainsi d'intégrer dans les projets les questions relatives à la commercialisation des produits, à leur valorisation (transformation, conservation,...).

3.6 Par rapport à la diversité des bailleurs de fond potentiels, il est nécessaire de développer **une stratégie de présentation des projets** :

- des projets de R/D et de recherche appliquée à proposer au fond du PSAOP, mais aussi à des financements "privés";
 - des projets de recherche fondamentale ou de recherche en amont dont la dimension inter-étatique est parfois à renforcer(cas du LNRPV);
 - des projets d'observatoire dont la mission est d'informer les décideurs politiques, les techniciens,... (évolution des sols sous irrigation, évolution des ressources renouvelables). Ces observatoires ont un caractère pérenne et devraient être financés par le budget de l'Etat. A cela peuvent s'ajouter des services (conservation du patrimoine génétique, production de semences).
- Un projet peut être conçu pour un ou plusieurs bailleurs de fond.

3.7 L'élaboration des projets de recherche devrait mieux prendre en compte **les acquis techniques et méthodologiques obtenus hors du Sénégal**. Des collaborations avec les Centres internationaux peuvent être utiles et valoriser des acquis obtenus par ailleurs (par exemple machinisme pour les systèmes irrigués).

3.8 Pour quelques aspects un partenariat plus étroit peut être proposé à des **entreprises privées** qui participeraient au financement partiel des projets. Ce peut être le cas pour le maraîchage, le machinisme agricole, certaines filières de production végétale.

3.9 **Des projets transversaux** associant plusieurs champs disciplinaires sont à développer (Production végétale, Production animale, spécialistes des ressources renouvelables). Par exemple dans le domaine de la culture attelée et de la traction animale, l'intensification conjointe des systèmes d'élevage et des systèmes de culture.

3.10 En dernier lieu, le renforcement des équipes des centres régionaux dans le domaine **des sciences humaines** est indispensable. Entre autres :

- en économie pour améliorer les diagnostics (exploitations agricoles, filières,...), l'évaluation des innovations et les études d'impact ;
- en sciences humaines pour permettre de mieux identifier les acteurs et leurs rôles respectifs et pour animer les recherches participatives.

RAPPORT DE LA COMMISSION CRODT

Membres CST : Moussa FALL, Abdoul Aziz SY et Jacques WEBER

Membres ISRA : chercheurs du CRODT, du BAME et de Djibélor

1. Déroulement des travaux

La commission s'est réunie pendant toute la journée du 18/11/1998 et a passé en revue les 8 projets soumis à l'appréciation du CST. Ces projets ont été discutés avec les chercheurs, dans une optique d'aide à l'amélioration, et en les replaçant dans le cadre du Plan Stratégique qui avait servi de base à leur élaboration.

Le présent rapport présentera en premier lieu un ensemble de remarques générales relatives à la pertinence scientifique, à la faisabilité et à la présentation des projets ; dans un second temps, les projets seront examinés un par un et le rapport se terminera par des recommandations aux équipes et à la direction générale de l'ISRA pour poursuivre le travail d'élaboration des projets.

Compte tenu du manque de lisibilité des demandes financières, la commission a décidé de ne pas en discuter, et recommandé aux équipes d'aller très loin dans l'effort de lisibilité des demandes, surtout lorsque celles ci sont très élevées, ce qui est le cas pour tous les projets du CRODT.

2. Pertinence, faisabilité, contenu et méthodes

- 2.1. Un travail important a été effectué en un bref laps de temps par l'ensemble des équipes. Les projets ont fait l'objet d'un grand effort de présentation.
- 2.2. Chaque projet présenté est le regroupement d'un nombre important d'opérations de recherche, témoignant d'un gros effort de regroupement et de synthèse. Mais cela se fait au prix d'une perte de lisibilité des actions et de responsabilités.
- 2.3. Les chercheurs sont restés trop prisonniers du Plan Stratégique, dont il est rappelé qu'il s'agit de l'affichage des objectifs de l'ISRA à 5 ans, dans un contexte donné à un moment donné, et qu'un plan stratégique se devrait d'être réactualisé annuellement pour prendre en compte les évolutions rapides de contexte.
- 2.4. Le regroupement d'un grand nombre d'actions en un seul projet rend difficilement compréhensible l'importance des financements demandés, si l'on ignore qu'il faut un navire et ce que représentent les coûts de ce navire, à quai et en mer...(exemple : dynamique des flottilles et des stocks, qui recouvre toutes les recherches en halieutique stricto sensu).
- 2.5. Le recours au "cadre logique" pour la présentation de projets de recherches rend parfois difficile la lecture des questions de recherche : il faut aller chercher les questions scientifiques dans les résultats attendus. Les membres du CST rappellent qu'un projet de recherche ne se présente pas comme un projet d'investissement productif.
- 2.6. Les partenariats, à ce stade du travail de rédaction, sont listés, sans que soit connu le rôle effectif de chaque partenaire dans le projet.

3. Les projets

3.1. Valorisation des produits de la pêche pour les marchés locaux et d'exportation.

Il s'agit d'un " projet structurant du CNRA " dont les partenaires sont l'ITA, l'ISRA/CRODT.

D'une durée prévue de 36 mois, le projet aboutit à la création d'infrastructures imposantes et coûteuses, se donnant notamment pour objectif la limitation des pertes après captures et la création de produits nouveaux, semble-t-il dans une optique d'accroissement des phases de transformation des produits ayant lieu au Sénégal.

La commission juge les objectifs trop flous, trop nombreux et la justification de la demande insuffisamment explicite. Elle attire l'attention des équipes sur l'importance de proposer des résultats tangibles et palpables. Pour les membres de la commission, le résultat tangible le plus important réside dans les schémas d'approvisionnement urbain. Enfin, elle attire l'attention sur la nécessité de distinguer clairement :

le projet de recherche

les besoins d'investissements, qui serviront aussi pour d'autres projets.

3.1. Aménagement et Gestion Intégrée des Régions Côtières du Sénégal

Ce projet, qui reprend la formulation du programme international sur la gestion intégrée des zones côtières, sous l'égide de l'Unesco, est très bien écrit et présenté. Il est également d'une très grande importance, compte tenu de l'accroissement des pressions sur le littoral, et dans la perspective du changement climatique.

Il est suggéré par la commission de faire de ce projet un projet ISRA, et non CRODT, et de revoir l'ensemble des projets de recherche de l'ISRA en zone côtière pour voir comment les intégrer dans ce projet. On pense notamment au projet du CNRF relatif au Filao sur la côte nord.

Il est également recommandé de mieux préciser quel serait le rôle spécifique de l'ISRA dans ce qui se présente comme un programme national.

Il est demandé d'être beaucoup plus concret dans l'énoncé des objectifs et des moyens.

3.2. Dynamique des Flottes et Stratégies d'Aménagement des Pêcheries

Le projet regroupe l'ensemble des activités de recherche halieutique du CRODT : évaluation des potentiels exploitables, dynamique des flottes et de l'investissement, stratégies de gestion et d'aménagement des pêcheries, influences des changements environnementaux, modèles bioéconomiques. Il n'est donc pas surprenant que le budget demandé soit si important, car il correspond à l'essentiel du budget de recherche et d'investissement du CRODT, y inclus la modernisation et l'utilisation du navire océanographique.

La commission souhaite une beaucoup plus grande clarté des actions de recherche comprises dans ce projet, qui rende intelligible son importance. Elle souhaite que la demande sociale à laquelle correspond ce projet, dont l'importance a été rappelée par M. le Ministre d'Etat Robert Sagna lors de l'audience accordée au CST, soit plus clairement établie.

La commission, devant l'importance du projet pour le développement du secteur des pêches, recommande de ne pas placer le renforcement de la recherche en résultat attendu mais en moyen indispensable au développement.

La commission recommande par ailleurs d'éviter de manier la " stratégie des acteurs " sur un mode incantatoire. Sa place est à réduire et son contenu à expliciter clairement.

L'ampleur du projet et le peu de temps disponible pour sa rédaction aboutissent à une difficile identification des tâches et des responsabilités comme des partenariats impliqués. Un effort important est encore requis.

3.3. Bases Biologiques de l'Aquaculture.

Ce projet est original, en ce qu'il part de dynamiques à l'œuvre dans le milieu rural, qu'il s'agit

d'accompagner, sous la pression des producteurs eux-mêmes. Des pisciculteurs et ostréiculteurs existent en Casamance et dans le delta du Saloum, qui font du captage de naissain et du grossissement. Le projet a pour objectif de contribuer à l'établissement durable d'une aquaculture et ostréiculture durables, de type paysannale et vivrière.

La commission rappelle que les projets de développement qui réussissent sont ceux qui visent à accompagner des dynamiques déjà à l'œuvre, et non à créer de telles dynamiques ex nihilo. En ce sens, le projet est riche de potentialités.

Il est toutefois demandé aux équipes :

de réduire l'ambition du projet

de le découper en tranches successives dont chacune ne démarre qu'après succès de la précédente,

de ne pas sous-estimer les délais de réalisation et en conséquence de repenser autrement la phase de transfert. S'agissant d'un projet en partenariat avec les producteurs, le transfert devrait se faire en continu.

3.4. Dynamique des Eaux Marines et de la Pollution sur la Côte Sénégalaise.

Le projet est d'importance, pour relancer les travaux de courantologie côtière au Sénégal, dont dépendent la plupart des aménagements, portuaires ou touristiques, si l'on veut pouvoir anticiper leurs effets érosifs sur la côte. C'est également un projet important pour la connaissance de la diffusion des polluants en zone côtière, donc pour cadrer l'implantation de projets industriels sur la côte.

Ce projet est également important en ce qu'il permettrait de disposer d'une situation de référence pour le suivi des effets du changement climatique.

Visant l'intégralité du littoral sénégalais dans la zone 0 à 10 m. de profondeur, le projet est ambitieux, très ambitieux. Les équipes le savent et ce qui est ici demandé est le financement d'un atelier international dont l'objectif serait de finaliser le projet, de le valider, et de construire les partenariats nécessaires à sa réalisation.

La commission recommande la tenue d'un tel atelier, sans lequel le projet ne pourrait être retenu à financement par le fonds : les compétences et les moyens nécessaires dépassent largement les capacités actuelles du CRODT.

La commission relève qu'un tel projet devrait être explicitement inclus dans le projet national sur la gestion intégrée des zones côtières.

3.5. Changements Globaux, Ressources et Environnement

Le projet est en l'état de cadre logique, non rédigé.

La commission considère qu'il pourrait s'agir, avec le projet zone côtière, d'un projet d'intérêt majeur dans le contexte SNRAA. Les actions listées portent sur l'impact des variations climatiques sur la production primaire terrestre et marine, sur les productions agricoles, sur les ressources halieutiques et forestières.

Ce projet est pour autant, loin d'être finalisé. Son importance est certaine, mais il ne pourra s'agir que d'un projet national.

3.6. Développement d'un Système d'Informations sur les Pêches.

Projet disponible uniquement sous forme de "cadre logique". Il s'agit de repenser les bases de données, considérables, du CRODT, pour les mettre en interrelation, et permettre ainsi de passer, par exemple, d'une analyse stock par stock à une analyse par écosystème.

Compte tenu de l'importance des bases de données du CRODT, uniques en Afrique, et de leur importance stratégique pour le pays et la sous-région, le développement d'un système intégré

d'information est jugé crucial par le CST.

Mais parce qu'il est crucial, il doit être élaboré avec une clarté totale des objectifs et la garantie d'une adéquation des moyens et des objectifs.

Il devra être conçu en partenariat avec plusieurs organismes, qui sont ici listés, mais dont on ignore pourquoi ils sont listés, et quelle serait le rôle de chacun.

Ce projet demande à être encore sérieusement mûri.

Recommandations

Ces projets témoignent d'un grand effort, dans un temps très bref, de mise en cohérence des actions de recherche projetées, et des partenariats requis. Il s'agit d'un très bel effort de construction de projets structurants. Les limites sont inhérentes à la situation objective des moyens de l'ISRA.

Tous les projets prévoient une participation d'économistes, dont on sait que l'ISRA manque cruellement (cf. rapport BAM). Or l'ISRA ne recrutera pas tous les économistes et les spécialistes en sciences sociales nécessaires. Il convient donc d'élaborer une stratégie active de partenariat avec l'Université, l'ENEA et d'autres organismes de recherche. Il est également possible de construire une politique d'accueil de Post-Doctorants, via des conventions avec de grandes institutions du type Rockefeller Foundation.

Les projets mêlent demandes d'investissements, généralement à durée de vie longue, et actions de recherche à court et moyen terme. Une recommandation serait de prévoir que le Fonds puissent financer d'une part des investissements, d'autre part des actions de recherche, sans que les premiers ne soient dissimulés derrière les seconds.

La commission recommande de façon générale aux équipes d'être très sévères avec elles-mêmes et de donner des résultats attendus qui soient réellement palpables, tangibles.

Concernant l'ensemble des projets, ils sont jugés bien conçues, dans une première phase initiale. Il faudra à présent détailler de façon méticuleuse la finalisation de ces projets.

Pour chaque projet, il est souhaité une désagrégation fine des activités, qui doivent être explicites, avec des responsabilités et des délais clairement identifiés.

La commission invite les équipes à insister sur la cohérence des objectifs d'une part, la clarté des engagements et échéances d'autre part.

Rapport CNRF

La commission CNRF a étudié le dossier qui lui était soumis en concertation avec le Directeur et les chercheurs du centre à la Direction Générale de 9h à 14 heures.

En dehors du dossier CNRF, la commission a eu à se pencher sur deux projets se rapportant à la foresterie, mais émanant des chercheurs dépendant l'un du CNRA de Bambey et l'autre de Basse et Moyenne Casamance.

La commission se félicite du dynamisme du centre à mobiliser des ressources dans un contexte difficile eu égard au nombre important de conventions particulières qui y sont conduites (7) en cours et (3) en voie de financement. La commission encourage aussi le centre à poursuivre dans ce sens.

Ces activités menées se rapportent d'une part à la caractérisation et à la gestion des écosystèmes forestiers et d'autre part à l'amélioration du matériel végétal. La pertinence des activités prévues ne se pose pas, cependant les fiches techniques ne précisent pas souvent les utilisateurs directs et indirects de la recherche. Si les partenaires sont indiqués, comment s'effectue le partage du travail gagnerait davantage à être explicite.

En ce qui concerne les projets de recherche à soumettre dans le cadre du fond de recherche du PSAOP, le centre a proposé deux projets.

Ces projets portent sur les axes suivants :

Gestion sylvicole et aménagement des plantations et peuplements forestiers naturels le long du littoral Nord du Sénégal

Amélioration des produits et conservation des ressources du parc à Sterculia

Sur ces deux projets, la commission a noté que les versions étudiées sont encore au stade de draft avec des informations manquantes mais disponibles. Ces projets devront faire l'objet de complément sur les aspects ci-après :

La littérature et l'état des connaissances y comprises les connaissances acquises antérieurement au sein de l'institut

Un agencement méticuleux des activités prévues et l'explication des actions à mener par les différents partenaires impliqués.

La prise en compte des aspects socio-économiques accompagnant les solutions techniques proposées tels que l'accès aux ressources par les populations.

En dehors de ces dimensions dont la prise en compte permettra d'améliorer la lisibilité de ces projets, il faut dire que la commission a noté la pertinence des actions prévues qui sont cohérentes par rapport au plan stratégique, notamment en ces thèmes 1 et 2. Toutefois de l'avis de la commission, il serait souhaitable que dans ses objectifs les projets intègrent les grands enjeux planétaires en matière d'environnement notamment, l'effet de serre.

En ce qui concerne le projet filao, la commission recommande parmi les stratégies retenues relatives à la régénération et la gestion sylvicole des plantations de filao de privilégier en particulier la régénération assistée et en même temps pour être plus intégrant de mieux tenir compte des différentes composantes de la végétation.

Pour le projet Sterculia, la commission recommande de mieux tirer profit des expériences et contraintes observées sur l'Acacia Senegal qui produit également de la gomme. Les aspects

utilisations et importance de la gomme *Sterculia* devront être mieux explicités.

Par ailleurs, la commission a examiné les deux projets relatifs à la domestication des fruitiers de forêt (*Detarium senegalense* (détakh), *Parkia liglobora* (Oule) et *Diatium guinense* (Solom) introduit par un chercheur forestier du CRA Djibélor et l'autre Recherche-Développement pour la relance de la gomme arabique dans les départements de Linguère et Matam (Ferlo).

Dans le premier cas (domestication des fruitières), la commission indique que ce projet répond bien à une demande sociale et reste ainsi dans ses finalités cohérentes avec le plan stratégiques. Même si ce projet a fait un effort d'identification de ses partenaires, au plan institutionnel, la commission recommande une meilleure synergie avec les ressources humaines disponibles au sein de l'institution notamment au CNRF aiderait à la conduite de ce projet ambitieux au regard des participants ciblés.

Ce projet gagnerait également à être redimensionné et circonscrit dans le temps, compte tenu du domaine de recherche relatif aux arbres fruitières où les réponses peuvent être longues.

Le projet devra également prendre en compte les acquis et afficher de façon claire le partenariat.

Quant au second projet (relance de la production de la gomme arabique), les problèmes de pertinence ne se pose pas non plus. Il reste qu'il devra être reformulé dans sa forme comme dans son fond pour répondre au canevas habituel de présentation des projets. Il a été demandé que ce projet fasse ressortir, l'état des connaissances acquises sur la question jugé assez important. Par ailleurs, les diverses méthodologies devront rigoureusement être expérimentées, ainsi que le niveau d'implication des partenaires. Le volet agroforestier devra également être développé.

L'examen de ces différents dossiers amène la commission à considérer :

Un manque de coordination et de synergie entre les spécialistes de disciplines apparentées dont l'action gagnerait à être complémentaire ;
Le caractère encore disciplinaire de certains projets proposés.

Recommandations générales :

Depuis le dernier CST, des modifications ont été apportées aussi bien en ce qui concerne les dénominations des structures et même dans certains cas, des regroupements ou fusion ont été opérés. Sans remettre en cause de tels choix, une préoccupation de performance est formulée pour savoir, si toutes les mesures d'accompagnement ont été prises pour l'opérationnalité de telles réformes.

RAPPORT DE LA COMMISSION ELEVAGE

Membres CST :

Moussa FALL
Patrick Dugué
Ababacar NDOYE

Membres ISRA/LNERV :

La commission n'est pas rentrée dans les détails des fiches techniques. Elle estime qu'une évaluation globale du centre et de ses dépendances pourrait mieux répondre aux aspirations de mise en cohérence des actions ressenties lors des discussions.

Par ailleurs les projets révisés et mis en forme adéquate seront envoyés aux expert du CST, absents. Cela étant, le Laboratoire d'Elevage de Hann a présenté aux membres du CST trois projets de recherche susceptible d'être présentés au fonds de recherche.

Le premier projet intitulé Elevage et environnement au Sénégal a pour objectifs généraux la régénération et l'amélioration des ressources pastorales et forestières et le développement de techniques propre à assurer un environnement physique et biotechnique le plus propice à la santé et à la production animale.

De façon plus spécifique, le projet devrait s'investir dans l'amélioration de la gestion des risques de pathologies et déficits de production liés à l'environnement.

Le deuxième projet intitulé Etude et amélioration des systèmes de production de viande au Sénégal, traite quant à lui les méthodes et techniques permettant d'accroître les quantités de viande au Sénégal. Les axes et activités de recherches présentés concernent : la pathologie animale, les ressources alimentaire, les reproductions et amélioration génétique.

Le dernier projet s'intitulant : Etude et amélioration des systèmes de production, de collecte et distribution de lait au Sénégal, a pour objectif global de contribuer à l'amélioration des revenus de productions et ménages péri-urbain s'adonnant à la production, collecte et distribution du lait et à l'augmentation de la part de la production locale dans l'offre de lait.

Après un échange de points de vue sur les projets présentés et sur l'organisation et la coordination des recherches, le CST fait les constats suivants :

Ces projets " Viande " et " lait " peuvent être facilement replacer dans un contexte régional, proche des producteurs.

Les 3 documents de projet ne sont que des ébauches très générales qu'il faudra affiner, et prioriser en fonction des demandes de terrain et de l'étude de la pertinence économique des recherches.

Le Laboratoire d'Elevage n'a pas connaissance des autres projets en zootechnie des différents centres régionaux

Les chercheurs souffrent d'un manque de coordination et de leadership.

Afin de mieux gérer les ressources disponibles et de donner plus de poids aux projets qui lui ont été soumis :

le CST recommande :

La nécessité d'une bonne coordination entre le laboratoire national et les unités régionales de

recherche afin d'éviter les duplications et les contradictions ;

Le développement des recherches en Economie d'Elevage et l'évaluation économique préalable de certaines activités de recherche devraient être une préoccupation des laboratoires nationaux. Ceci afin de circonscrire tous les risques de dérive liés à l'application des résultats de recherche (Par exemple l'intensification de la production laitière peut entraîner une augmentation des coûts des facteurs, un renchérissement sur le marché favorisant les circuits d'importation) ;

La formulation des projets de manière simple définissant des méthodologies claires, des objectifs réalistes et montrant l'implication à chaque niveau, des acteurs concernés ;

Une meilleure adéquation des budgets par rapport aux besoins réellement évalués des projets.

RAPPORT DE LA COMMISSION LNERV

Membres CST :

Moussa FALL
Patrick DUGUÉ
Ababacar NDOYE

Membres ISRA/LNERV :

La commission n'est pas rentrée dans les détails des fiches techniques. Elle estime qu'une évaluation globale du centre et de ses dépendances pourrait mieux répondre aux aspirations de mise en cohérence des actions ressenties lors des discussions.

Par ailleurs les projets révisés et mis en forme adéquate seront envoyés aux experts du CST, absents.

Cela étant, le Laboratoire d'Elevage de Hann a présenté aux membres du CST trois projets de recherche susceptibles d'être présentés au fonds de recherche.

Le premier projet intitulé " Elevage et environnement au Sénégal " a pour objectifs généraux la régénération et l'amélioration des ressources pastorales et forestières et le développement de techniques propres à assurer un environnement physique et biotechnique plus propice à la santé et à la production animale.

De façon plus spécifique, le projet devrait s'investir dans l'amélioration de la gestion des risques de pathologies et déficits de production liés à l'environnement.

Le deuxième projet intitulé " Etude et amélioration des systèmes de production de viande au Sénégal ", traite quant à lui les méthodes et techniques permettant d'accroître les quantités de viande au Sénégal. Les axes et activités de recherches présentés concernent : la pathologie animale, les ressources alimentaires, les reproductions et amélioration génétique.

Le dernier projet s'intitulant : Etude et amélioration des systèmes de production, de collecte et distribution de lait au Sénégal, a pour objectif global de contribuer à l'amélioration des revenus de producteurs et ménages péri-urbains s'adonnant à la production, collecte et distribution du lait et à l'augmentation de la part de la production locale dans l'offre de lait.

Après un échange de points de vue sur les projets présentés et sur l'organisation et la coordination des recherches, la commission fait les constats suivants :

Ces projets " Viande " et " lait " peuvent être facilement replacés dans un contexte régional, proche des producteurs.

Les 3 documents de projet ne sont que des ébauches très générales qu'il faudra affiner, et prioriser

en fonction des demandes de terrain et de l'étude de la pertinence économique des recherches.

Le Laboratoire d'Elevage n'a pas connaissance des autres projets en zootechnie des différents centres régionaux

Les chercheurs souffrent d'un manque de coordination et de leadership.

Afin de mieux gérer les ressources disponibles et de donner plus de poids aux projets qui lui ont été soumis :

La Commission recommande :

La nécessité d'une bonne coordination entre le laboratoire national et les unités régionales de recherche afin d'éviter les duplications et les contradictions ;

Le développement des recherches en Economie d'Elevage et l'évaluation économique préalable de certaines activités de recherche devraient être une préoccupation des laboratoires nationaux. Ceci afin de circonscrire tous les risques de dérive liés à l'application des résultats de recherche (Par exemple l'intensification de la production laitière peut entraîner une augmentation des coûts des facteurs, un renchérissement sur le marché favorisant les circuits d'importation) ;

La formulation des projets de manière simple définissant des méthodologies claires, des objectifs réalistes et montrant l'implication à chaque niveau, des acteurs concernés ;

Une meilleure adéquation des budgets par rapport aux besoins réellement évalués des projets.

RAPPORT DE LA COMMISSION UNIVAL

Président : Moussa FALL

Membres CST :

- Papa I. SAMB/UCAD
- Ababacar NDOYE/ITA
- Moussa BAKHAYOKHO (Observateur)

IV. Membres ISRA :

- Mariama D. BARRY, Responsable UNIVAL
 - Khary NDIAYE, Bibliothécaire
 - Moustapha NIANG, Technicien d'édition
-

Mission de l'Unité d'Information et de Valorisation

L'Unité d'information et de valorisation (UNIVAL) a pour mission de :

Collecter, traiter, stocker et diffuser toutes les informations scientifiques et techniques nécessaires à la recherche ;
 Collecter, traiter, classer et diffuser les résultats produits par les chercheurs de l'Institut ;
 Editer et diffuser les publications, les produits documentaires ,et les produits de communication de l'Institut ;
 Gérer les activités de marketing et de publicité de l'Institut ;
 Appuyer les activités de gestion et de dissémination de l'information des centres et laboratoires de l'Institut.

Objectifs de l'Unité

L'unité d'information et de valorisation a pour objectifs de :

Satisfaire les besoins en informations des agents de l'Institut, notamment des chercheurs, ainsi que ses partenaires ;
 Contribuer à la valorisation des résultats des recherches menées à l'ISRA.

Priorités de l'Unité

Les priorités de l'unité en 1999 sont :

La reconstitution et la sauvegarde du patrimoine scientifique de l'ISRA qui est disséminé à travers son réseau de centres, et souvent auprès des chercheurs ;
 La production et l'édition d'un catalogue des ouvrages et des périodiques, car à l'heure actuelle, il est quasi impossible de savoir " qui détient quoi et où ", aussi bien au sein de l'Institut qu'au niveau des structures voisines ;
 Le démarrage du projet FAC d'appui aux systèmes d'information et de communication de la recherche agricole et agro-alimentaire au Sénégal. Ce projet sera exécuté en partenariat avec

l'ITA, le CIRAD, l'ORSTOM et le CERAAS ;

La gestion documentaire ;

- La réimpulsion de l'édition des documents de l'ISRA.

Analyse des activités programmées en 1999

Le CST a noté que les moyens budgétaires pour mettre en œuvre les activités programmées en 1999 proviendront pour une bonne partie du projet FAC dont le démarrage est annoncé pour Décembre 1998.

Ce projet qui correspond au redimensionnement du " Complexe d'Information de Hann " jette les bases d'une coopération dans le cadre du Système National de Recherche Agricole et Agro-alimentaire (SNRAA).

Il prend toutefois en compte, d'une part les options stratégiques de l'Institut et les recommandations du dernier CST.

Le CST a dans son analyse fait un certain nombre de constats :

La non prise en compte des problèmes d'archivage des documents des différents centres ;

La non prise en compte des problèmes de communication en ce sens que l'Unité devrait mettre en priorité son rôle de relais de diffusion et de valorisation de la production scientifique en direction des partenaires de la communauté scientifique, de la communauté de développement et du public.

Recommandations

Systématiser la prise en compte dans les projets de la dimension communication/valorisation pour permettre une synergie entre les équipes de recherche et l'Unité d'information.

Assurer une utilisation optimale des ressources humaines disponibles et un renforcement de l'Unité en personnel suffisant " apte à l'emploi " et pouvant bénéficier d'une formation complémentaire adéquate ;

Redynamiser les publications scientifiques. Transitoirement, il est suggéré de s'appuyer sur la CORAF et autres organismes de la sous-région pour permettre aux chercheurs de publier leurs résultats ;

Recourir à des compétences extérieures si nécessaire, pour couvrir les aspects marketing/communication ;

Pour l'exécution du Projet FAC, mettre en place un comité interne de mise en œuvre impliquant les chercheurs pour une plus grande synergie d'action.